

Les religions dans la société sécularisée¹

Gérard SIEGWALT

Il y a, dans notre pays comme dans d'autres, une double interpellation : des religions par la société, de la société par les religions.

L'interpellation des religions par la société : les religions sont-elles un problème supplémentaire, à côté de tous ceux (sociaux, humains, économiques, écologiques, culturels, politiques, moraux, juridiques) qui pèsent déjà sur elle ? Elles seraient un tel problème pour la société soit là où elles seraient proprement insignifiantes et ne seraient aucune force de proposition critique et constructive, soit là où elles seraient autodestructrices par les combats de pouvoir qu'elles se livreraient les unes aux autres ou qu'elles ne pourraient empêcher d'être livrés en leur nom ; elles seraient alors un facteur de guerre civile. Où les religions sont-elles, dans la société, une force de proposition véritable, et ce au ras du réel où se situe la vie de la société ? Et sont-elles une telle force — de paix, de justice, de sauvegarde de la création — sans se muer en partis politiques ou idéologiques, donc une force spirituelle et morale désintéressée, et sont-elles cette force d'une manière qui à la fois respecte leur identité et leur diversité et qui comporte néanmoins un dénominateur commun qui puisse être perçu comme tel ?

L'interpellation de la société par les religions : la société reconnaît-elle la présence des religions en son sein comme cette force spirituelle et morale dont il vient d'être parlé (une force qui ne saurait prétendre à aucun monopole), ou les tolère-t-elle seulement comme malgré elle, en s'y résignant ? Autrement dit : leur fait-elle droit comme groupes sociaux, culturels et spirituels, en les intégrant à la vie nationale, en leur y faisant leur place, et ceci, par un enseignement de culture religieuse proposé à tous, jusque dans l'école ? Et puis la société s'ouvre-t-elle, non à une prétention des religions qui voudraient avoir du pouvoir — une telle prétention est toujours en opposition à la religion dans sa vérité —, mais à la question qu'elles incarnent dans la société (et pour autant qu'elles le font), la question dernière du sens dernier des choses qui est tout à la fois une instance de jugement et une source de renouvellement tant pour les individus que pour la société : la question (que les religions monothéistes formulent comme celle) de Dieu ?

Les religions et la société ne sauraient légitimement se confondre. L'affirmation des deux règnes qui ne séparent pas mais distingue entre le temporel et le spirituel, est la seule sauvegarde de la spécificité de celui-ci et de celui-là et, partant, de la liberté. Elle est aussi la condition de possibilité de la solidarité réciproquement critique entre les religions et la société.

¹ Inédit. Texte envoyé à la presse régionale, en novembre 1993, mais non publié par elle, après le débat sur le foulard islamique à l'école. Ce débat qui a montré le glissement facile qui entraîne le principe de la laïcité neutre en matière religieuse vers l'idéologie du laïcisme antireligieux a soulevé une question de fond, celle de la présence des religions dans la société sécularisée, en l'occurrence française.